

## Ukraine : Bruno Le Maire a réuni hier les représentants des secteurs touchés par la crise

« Les 7 risques économiques collatéraux de l'offensive russe », titre **L'Opinion**, qui se fait l'écho de l'avertissement du FMI sur l'impact de l'invasion sur la croissance mondiale. **Le quotidien se penche notamment sur les matières premières que produit la Russie.** A Bercy, on se veut rassurant. Seule la volatilité des prix sur le marché de l'énergie est jugée « inquiétante ». **C'est plus compliqué sur les minerais et métaux, notamment le palladium,** explique **L'Opinion.** Les 10?% dans **la production mondiale de nickel sont également importants pour la fabrication de batteries,** un des grands projets de réindustrialisation entre la France et l'Allemagne. Bruno Le Maire a donc réuni hier après-midi les représentants des principaux secteurs touchés par la crise (banques, industrie, industrie aéronautique, automobile, nucléaire et agroalimentaire) pour dresser un état des lieux des stocks et discuter des perspectives. (**L'Opinion, p.5**)

« La Russie, ce client fidèle mais modeste des entreprises françaises », titre **Les Echos**, détaillant que les entreprises tricolores, nombreuses à être implantées en Russie, y vendent de longue date. La France, à l'inverse, est moins dépendante que d'autres vis-à-vis des deux fleurons locaux, les céréales et le gaz. « **La Russie est un partenaire de rang 3 de la France.** Hormis les sujets énergétiques, sa dépendance à l'Union européenne est plus forte que l'inverse », insiste-t-on du côté de Bercy. De fait, les chiffres du commerce extérieur invitent à relativiser. **L'an passé, la France n'a exporté que 6,4 milliards d'euros de biens et services en Russie,** soit 1,3 % des ventes tricolores à l'étranger. Il y a toutefois la question des éventuelles sanctions de Moscou en représailles – et leurs effets sur les entreprises françaises, qu'elles soient présentes en Russie ou non. « Il y a peut-être des dépendances de nos chaînes de valeurs à certains intrants russes, comme certains métaux (nickel et titane), reconnaît-on à Bercy. Mais nous ne sommes pas dans une situation de monoproduit. » **Le gaz russe représente aujourd'hui environ 20 % de l'approvisionnement français,** et l'impact des céréales sera « faible » sur la France, qui peut assurer sa souveraineté alimentaire. Bruno Le Maire devait par ailleurs rencontrer les grands industriels jeudi après-midi pour faire une « évaluation fine » des « principales zones de risque ». (**Les Echos, p.16**)